

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2003

20 AOÛT 2003

Proposition de loi modifiant l'article 335 du Code civil en ce qui concerne le nom de famille de l'enfant

(Déposée par Mme Sabine de Bethune)

DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition de loi reprend le texte d'une proposition qui a déjà été déposée au Sénat le 14 janvier 2000 (doc. Sénat, n° 2-297/1 — 1999/2000).

Introduction

Dès sa naissance, l'enfant a droit à un nom, composé d'un prénom et d'un nom de famille, lesquels font, l'un comme l'autre, partie intégrante de la personnalité: l'individu vit et travaille avec ces noms, et c'est avec ceux-ci qu'il est désigné par autrui.

En ce qui concerne le prénom, il est généralement admis que le droit de le choisir revient aux parents; la loi les laisse libres d'agir comme bon leur semble. Pour ce qui est du patronyme, par contre, qui renforce et explicite le lien entre parents et enfants, on ne peut pas parler de liberté. Le patronyme est le nom de la famille à laquelle appartient l'individu.

Le régime juridique belge du nom est resté fondé longtemps sur le décret du 6 fructidor an II (23 août 1794) et l'article 57 du Code civil. Toutefois, le lien entre le patronyme de l'enfant et la filiation paternelle résultait principalement de la règle non écrite, mais confirmée par la doctrine et la jurisprudence, selon laquelle l'enfant porte le nom du père. Le fondement de cette règle de droit coutumier était une conception patriarcale profondément enracinée de la famille,

BELGISCHE SENAAAT

BUITENGEWONE ZITTING 2003

20 AUGUSTUS 2003

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 335 van het Burgerlijk Wetboek inzake de familienaam van het kind

(Ingediend door mevrouw Sabine de Bethune)

TOELICHTING

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van een voorstel dat reeds op 14 januari 2000 in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 2-297/1 — 1999/2000).

Inleiding

Een kind heeft vanaf de geboorte recht op een naam: een voornaam en een familienaam. Beide namen vormen een deel van de persoonlijkheid; de persoon leeft hiermee, werkt hiermee en wordt hiermee door anderen herkend.

Wat betreft de voornaam is algemeen aanvaard dat de keuze daarvan een recht is dat de ouders toekomt; de wet laat hen daarin vrij. Bij de familienaam, waar de band met het ouderschap sterker en zichtbaarder is, is er van vrijheid echter geen sprake. De term «familienaam» betekent, dat de naam aangeeft tot welke familie iemand behoort.

Lange tijd steunde het Belgische naamrecht op het decreet van 6 fructidor jaar II (23 augustus 1794) en artikel 57 van het Burgerlijk Wetboek. De band tussen de familienaam van het kind en de vaderlijke afstamming vloeide evenwel in hoofdzaak voort uit de ongeschreven, maar door rechtsleer en rechtspraak bevestigde, regel dat het kind de naam van de vader draagt. Aan de grondslag van deze gewoonterechtelijke regel lag een sterk ingewortelde patriarchale con-

dans laquelle il était exclusivement question de la lignée masculine. Mais le fait que l'homme était considéré traditionnellement comme le représentant du ménage à l'extérieur et comme le défenseur de ses intérêts économiques et générateur de ses moyens financiers jouait, lui aussi, un rôle (voir Malfliet, K., «Pleidooi voor een dubbele familienaam», *Vrouwenraad*, 1996, 32).

Force est de constater que, si la position que les femmes et les hommes occupent dans la société actuelle est à peine comparable à celle qu'ils occupaient voici 200 ans et si le principe de l'égalité et de l'équivalence entre les femmes et les hommes a été inscrit dans la loi, le régime juridique belge du nom est resté inchangé dans son essence même. Aujourd'hui encore, alors que la nouvelle loi sur la filiation est applicable depuis 1987, l'enfant se voit attribuer automatiquement, à de rares exceptions près, le patronyme du père. L'on se rend de plus en plus compte que cette règle patrilinéaire rigide est contraire à la dignité de la femme et au sens de l'équité et qu'elle constitue de surcroît une violation flagrante du principe de l'égalité entre les hommes et les femmes.

La présente proposition de loi vise à ce que l'enfant porte les noms de famille de ses deux parents, ce qui correspond à ses propres intérêts et s'inscrit dans le respect du principe de l'égalité de traitement de la mère et du père qui peuvent trouver ainsi, l'un et l'autre, la confirmation de leur qualité de parent dans le nom de famille de leur enfant.

La réglementation légale

D'après la réglementation légale actuelle (article 335 du Code civil), l'enfant porte, dans la grande majorité des cas, le patronyme de son père. C'est seulement dans un nombre limité de cas qu'il porte le nom de sa mère, à savoir :

— lorsque seule la filiation maternelle est établie (article 335, § 2, du Code civil);

— lorsque la filiation maternelle et la filiation paternelle sont établies en même temps, mais que l'enfant est un enfant adultérin du père (article 335, § 1^{er}, *in fine*, du Code civil);

— lorsque la filiation paternelle est établie après la filiation maternelle et que :

- les parents n'ont fait, devant l'officier de l'état civil, aucune déclaration selon laquelle l'enfant portera le nom de son père (article 335, § 3, premier alinéa, du Code civil);

- les parents ont fait une telle déclaration, mais que, s'agissant d'un enfant adultérin du père, la conjointe avec laquelle celui-ci était marié au moment de l'établissement de la filiation refuse de consentir à

ceptie van de familie, waarbij uitsluitend werd gedacht aan de familie in mannelijke lijn. Maar ook het feit dat de man traditioneel werd gezien als de vertegenwoordiger van het gezin naar buiten toe, die de economische belangen van het gezin behartigde en de financiële draagkracht bepaalde, speelde hierbij een rol (zie Malfliet, K., «Pleidooi voor een dubbele familienaam», *Vrouwenraad*, 1996, 32).

Niettegenstaande de positie van vrouwen en mannen in de hedendaagse samenleving verre van vergelijkbaar is met 200 jaar geleden en de idee van gelijkheid en gelijkwaardigheid van vrouwen en mannen ook in de wet tot uitdrukking komt, moeten we vaststellen dat het Belgisch naamrecht in wezen ongewijzigd is gebleven. Ook nu nog, na de invoering van de nieuwe afstammingswet in 1987, krijgt een kind, behoudens enkele uitzonderlijke gevallen, automatisch de familienaam van de vader toegewezen. Meer en meer ontstaat het besef dat deze rigide patrilineaire regeling indruist tegen de waardigheid van de vrouw en tegen het rechtvaardigheidsgevoel, en bovendien een flagrante schending is van het gelijkheidsbeginsel van mannen en vrouwen.

Dit wetsvoorstel strekt ertoe het kind de familienaam van beide ouders te laten dragen, zowel met het oog op het belang van het kind als vanuit het oogpunt van de gelijkberechtiging van de moeder en de vader van het kind die beide als ouder herkenbaar worden in de familienaam van hun kind.

De wettelijke regeling

Volgens de huidige wettelijke regeling (artikel 335 van het Burgerlijk Wetboek) draagt een kind in veruit de meeste gevallen de familienaam van de vader. Slechts in een aantal gevallen draagt een kind de familienaam van de moeder :

— wanneer enkel de moederlijke afstamming vaststaat (artikel 335, § 2, van het Burgerlijk Wetboek);

— wanneer de moederlijke én vaderlijke afstamming tegelijkertijd zijn komen vast te staan, maar het een door de vader in overspel verwekt kind betreft (artikel 335, § 1, *in fine*, van het Burgerlijk Wetboek);

— wanneer de vaderlijke afstamming wordt vastgesteld na de moederlijke afstamming, en :

- de ouders geen verklaring hebben afgelegd voor de ambtenaar van de burgerlijke stand dat het kind de familienaam van de vader zal dragen (artikel 335, § 3, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek);

- de ouders wél dergelijke verklaring hebben afgelegd maar het gaat om een door de vader in overspel verwekt kind en de echtgenote met wie de vader gehuwd was op het ogenblik van de vaststelling van

ce que l'on attribue à l'enfant le nom de son père (article 335, § 3, deuxième alinéa, du Code civil).

Critique de la réglementation

Le régime juridique actuel du nom nie de manière tout à fait inacceptable le lien spécifique entre la mère et l'enfant. C'est, en effet, la mère qui porte l'enfant et qui le met au monde; c'est la mère aussi qui prend soin de l'enfant dans la mesure la plus large.

Sous l'empire de la réglementation actuelle, la qualité de mère de la femme ne se retrouve pas dans le patronyme de son enfant. Comme elle porte un autre nom, elle apparaît, aux yeux du monde extérieur, comme une étrangère qui n'a aucun lien avec l'enfant. La femme mariée se voit donc souvent contrainte d'utiliser le nom de son mari, plutôt que le sien pour faire comprendre clairement au monde extérieur qu'elle est bien la mère de son enfant.

Cette discrimination entre les hommes et les femmes et, en particulier, entre les pères et les mères, qui résulte du régime juridique du nom que nous connaissons ne saurait être tolérée plus longtemps.

Portée sociale et contexte (inter)national

À la lumière des constatations qui précèdent, on peut s'étonner que la question du régime juridique du nom n'ait guère été débattue, jusqu'à ce jour, sur la scène publique.

Il semble que bien des personnes approuvent les critiques à l'égard du régime existant, mais estiment aussi que l'heure n'est pas encore venue de modifier de manière radicale un usage séculaire.

Nous considérons qu'il est plus important d'élaborer une nouvelle réglementation qui place l'homme et la femme sur un pied d'égalité en ce qui concerne la question du nom de famille de l'enfant, que de maintenir, pour une raison ou une autre (historique, économique, pratique, administrative, ...) une tradition patriarcale dépassée.

Nous estimons en tout cas qu'il faut ouvrir le débat et nous entendons y contribuer de manière constructive en déposant la proposition de loi en question.

Plusieurs organes nationaux et organes internationaux et plusieurs contributions scientifiques ont déjà attiré l'attention sur le fait que nombre de législations nationales opèrent une discrimination entre les hommes et les femmes dans le cadre du régime juridique du nom.

de afstamming weigert haar instemming te geven tot de toekenning van de naam van haar echtgenoot aan het kind (artikel 335, § 3, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek).

Kritiek op de regeling

Het bestaande naamrecht verloochent op een onaanvaardbare manier de eigensoortige band tussen moeder en kind. Het is immers de moeder die het kind draagt en ter wereld brengt; het is ook de moeder die — nog steeds — het grootste deel van de zorg voor het kind op zich neemt.

In de huidige regeling is de vrouw als moeder niet herkenbaar in de familienaam van haar kind. Omdat zij een andere familienaam draagt dan haar kind, lijkt zij voor de buitenwereld een vreemde te zijn die geen enkele band heeft met het kind. Gehuwde vrouwen zien zich dan ook vaak genoodzaakt om niet hun eigen familienaam, maar die van hun echtgenoot te gebruiken, teneinde aan de buitenwereld duidelijk te maken dat zij wel degelijk de moeder zijn van hun kind.

Deze discriminatie tussen vaders en moeders, tussen mannen en vrouwen, inzake het naamrecht is niet langer aanvaardbaar.

Maatschappelijk draagvlak en (inter)nationale context

In het licht van de bovenstaande vaststellingen mag het verwonderen dat er rond de problematiek van het naamrecht tot op vandaag nauwelijks een publiek debat is totstandgekomen.

Het lijkt er op dat velen het weliswaar eens zijn met de kritiek op het bestaande naamrecht, maar van oordeel zijn dat de tijd nog niet rijp is voor een drastische wijziging van een eeuwenoud gebruik.

Wij zijn van oordeel dat een nieuwe regeling, die mannen en vrouwen in een gelijkwaardige positie brengt inzake de familienaam, zwaarder telt dan het instandhouden, om welke reden dan ook (historische, economische, praktische, administratieve, ...), van een achterhaalde patriarchale traditie.

In ieder geval menen wij dat het debat op gang moet worden gebracht. Met dit wetsvoorstel willen wij hiertoe een constructieve bijdrage leveren.

Reeds meerdere (inter)nationale organen en wetenschappelijke bijdragen hebben gewezen op de discriminatie tussen mannen en vrouwen op het vlak van het naamrecht in tal van nationale wetgevingen.

Le 27 septembre 1978, le Comité des ministres du Conseil de l'Europe a adopté la résolution (78)37 sur l'égalité des époux en droit civil, dans laquelle il recommandait entre autres aux États membres d'éliminer toute discrimination entre l'homme et la femme dans le cadre du régime juridique du nom. La convention de l'ONU sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes oblige elle aussi, en son article 16, les États parties à prendre toutes les mesures nécessaires pour supprimer toutes les inégalités en la matière.

Dans la recommandation 1271 du 28 avril 1995, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a rappelé que le nom de famille est un élément qui caractérise l'identité des personnes et dont le choix revêt à ce titre une importance considérable. Selon l'assemblée, «la perpétuation de discriminations entre les hommes et les femmes dans le régime juridique du nom est donc inacceptable». L'assemblée appelait le Comité des ministres à demander aux États membres dont la législation comporte des discriminations entre les hommes et les femmes de les supprimer pour ce qui est du choix du nom de famille.

Dans sa réponse à cette recommandation, le Comité des ministres a conclu que «le maintien de dispositions discriminatoires entre la femme et l'homme en ce qui concerne le choix du nom de famille est (...) incompatible avec le principe d'égalité défendu par le Conseil de l'Europe. C'est dans cet esprit que la recommandation 1271 (1995) de l'Assemblée parlementaire a été transmise aux gouvernements des États membres du Conseil de l'Europe».

Dans sa recommandation 1362 du 18 mars 1998, l'Assemblée parlementaire a attiré l'attention sur le fait que bon nombre d'États membres ne s'étaient toujours pas attelés à modifier le régime juridique du nom et a insisté auprès du Comité des ministres pour qu'il demande à chaque État membre dans quel délai il comptait réaliser l'égalité entre hommes et femmes en ce qui concerne le choix du nom de famille.

En Belgique, le Conseil de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes a émis, le 21 mars 1997, l'avis n° 14 concernant le nom de l'enfant. Il y a déclaré que le système actuel, qui maintient une discrimination entre hommes et femmes en ce qui concerne le nom de famille, est inacceptable.

Des critiques stigmatisant le régime juridique du nom en Belgique ont également été émises par Katlijn Malfliet (professeur à la KUL) (notamment dans *Vrouwenraad*, 1996, n° 1, p. 31-36, et dans le *Standaard*, 22 avril 1995, Opinion, p. 9), Tilly Stuckens (*Vrouwenraad*, 1996, n° 1, p. 4-5), Paul Bienbon (*Le Soir*, 9 décembre 1997, Carte blanche, p. 2) et Pierre Mahillon (*Journal des tribunaux*, 1995, p. 313-315).

Op 27 september 1978 heeft het Comité van ministers van de Raad van Europa de resolutie (78)37 inzake de gelijkheid van echtgenoten in het burgerlijk recht aangenomen waarbij de lidstaten onder meer wordt gevraagd om iedere discriminatie tussen mannen en vrouwen op het vlak van het naamrecht op te heffen. Ook het UNO-Verdrag van 18 december 1979 inzake het uitbannen van alle vormen van discriminatie van vrouwen (het «Vrouwenverdrag») verplicht in artikel 16 de verdragsluitende Staten om alle nodige maatregelen te nemen teneinde iedere ongelijkheid terzake op te heffen.

In aanbeveling 1271 van 28 april 1995 herinnerde de Parlementaire Assemblée van de Raad van Europa eraan dat de naam kenmerkend is voor de identiteit van personen en dat vanuit dit oogpunt de keuze ervan zeer belangrijk is. «De blijvende discriminatie tussen mannen en vrouwen op het vlak van de familienaam is daarom onaanvaardbaar,» stelde de assemblée. De vergadering riep het Comité van ministers op om lidstaten met een discriminerende wetgeving op het vlak van het naamrecht te vragen iedere discriminatie tussen mannen en vrouwen op te heffen.

In zijn antwoord op deze aanbeveling concludeerde het Comité van ministers dat «het instandhouden van de discriminatie tussen mannen en vrouwen op het vlak van de familienaam strijdig is met het gelijkheidsbeginsel dat wordt gehanteerd door de Raad van Europa en dat om deze reden de aanbeveling 1271 (1995) van de Parlementaire Assemblée werd overgemaakt aan de regeringen van de lidstaten van de Raad van Europa».

In haar aanbeveling 1362 van 18 maart 1998 vestigde de Parlementaire Assemblée de aandacht op het feit dat tal van lidstaten nog steeds geen werk hebben gemaakt van een wijziging van het naamrecht en drong zij bij het Comité van ministers aan om iedere lidstaat te vragen binnen welke termijn de gelijkheid tussen mannen en vrouwen op het vlak van het naamrecht zou worden gerealiseerd.

In België bracht de Raad van gelijke kansen voor mannen en vrouwen op 21 maart 1997 advies nr. 14 uit betreffende de naam van het kind. De raad stelde dat «het huidige systeem dat een discriminatie tussen mannen en vrouwen op het gebied van de familienaam behoudt, onaanvaardbaar is».

Kritiek op het Belgische naamrecht lezen we ook bij professor Katlijn Malfliet (KUL), (onder meer in *Vrouwenraad*, 1996, nr. 1, blz. 31-36, en in *De Standaard*, 22 april 1995, Opinion, blz. 9), Tilly Stuckens (*Vrouwenraad*, 1996, nr. 1, blz. 4-5), Paul Bienbon (*Le Soir*, 9 december 1997, Carte Blanche, blz. 2) en Pierre Mahillon (*Journal des Tribunaux*, 1995, blz. 313-315).

Le régime juridique du nom dans d'autres pays

Plusieurs États membres de l'Union européenne ont adapté leur législation dans le sens d'une plus grande égalité entre les hommes et les femmes en ce qui concerne le régime juridique du nom. Voici quelques exemples :

Dans un arrêt du 5 mars 1991, la Cour constitutionnelle allemande («*Bundesverfassungsgericht*») a affirmé que le principe de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes vaut aussi, en Allemagne, en ce qui concerne le régime juridique du nom et que les conjoints ont le droit, l'un comme l'autre, d'attendre que l'on utilise leur propre nom. Jusqu'alors, les personnes qui se mariaient devaient adopter un nom de famille commun. En cas de désaccord entre elles, le nom du mari devenait automatiquement celui du ménage. La cour a déclaré que la règle subsidiaire qui imposait le nom du mari était incompatible avec le principe constitutionnel de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes.

Le système espagnol d'attribution des noms de famille est un système dual en ce sens qu'en vertu des dispositions de l'article 53 de la loi sur le registre de la population, les personnes sont appelées par leur prénom et par leurs noms de famille paternel et maternel. La loi protège ces noms. Selon l'ordre légal, le premier nom du père vient en premier lieu et le premier nom de la mère en second lieu. Comme le nom de la mère disparaît inéluctablement de la sorte dès la deuxième génération, l'on a prévu, à l'article 109, que l'ordre des noms pouvait être adapté par une simple déclaration de l'intéressé.

Au Portugal, les enfants portent les noms de leur père et de leur mère ou d'un seul d'entre eux. Le choix appartient aux parents. En cas de désaccord, le juge statue dans l'intérêt de l'enfant.

En vertu du nouveau régime juridique applicable en ce qui concerne l'attribution du nom aux Pays-Bas (loi du 10 avril 1997), les parents peuvent décider d'attribuer à leur(s) enfant(s) soit le nom de sa mère soit celui de son père. Faute de choix, l'enfant né pendant le mariage reçoit le nom du père. Par contre, un enfant né hors mariage garde le nom de sa mère si l'on n'a pas choisi de lui attribuer le nom de son père lors de la reconnaissance.

Autres propositions de loi relatives au nom de famille de l'enfant

Si le débat social concernant le nom de l'enfant n'est encore qu'à ses premiers balbutiements, l'on a déjà tenté plusieurs fois, au niveau parlementaire, de supprimer le caractère rigide et patriarcal du régime juridique concernant l'attribution du nom.

Het naamrecht in andere landen

Verschillende Europese lidstaten hebben hun wetgeving aangepast om tot een grotere gelijkheid tussen mannen en vrouwen op het vlak van het naamrecht te komen. We geven enkele voorbeelden :

In een arrest van 5 maart 1991 stelde het Duitse *Bundesverfassungsgericht* dat het beginsel van de gelijke behandeling van mannen en vrouwen ook geldt in het Duitse naamrecht en dat beide echtgenoten evenveel recht hebben op hun naam. Tot dan toe moesten de echtgenoten bij de huwelijksluiting een gemeenschappelijke naam aannemen. Wanneer zij geen overeenstemming konden vinden, werd de naam van de man automatisch gezinsnaam. Deze subsidiaire regeling van de familienaam van de man, heeft het hof onverenigbaar verklaard met het grondwettelijk erkende principe van de gelijke behandeling van mannen en vrouwen.

Het Spaanse systeem voor de toekenning van familienamen is dubbel. Hiermee wordt bedoeld dat, volgens de bepalingen van artikel 53 van de wet op het bevolkingsregister, «personen genoemd worden door hun voornaam en hun achternamen, paternaal en maternaal. De wet beschermt deze namen». De wettelijke volgorde plaatst de eerste naam van de vader op de eerste plaats en de eerste naam van de moeder op de tweede plaats. Omdat op die manier de naam van de moeder onherroepelijk verdwijnt met de tweede generatie, heeft artikel 109 de mogelijkheid ingevoerd om de volgorde van de namen aan te passen door een eenvoudige verklaring van de betrokkene.

In Portugal dragen de kinderen de namen van hun vader en hun moeder of van één van hen. Deze keuze ligt in de handen van de ouders. Bij onenigheid beslist de rechter in het belang van het kind.

In het nieuwe Nederlandse naamrecht (wet van 10 april 1997) kunnen de ouders een keuze maken tussen hun namen voor de naam van hun kind(eren). Zonder keuze krijgt het kind dat tijdens het huwelijk wordt geboren de naam van de vader. Een kind dat buiten huwelijk geboren wordt, behoudt daarentegen de naam van de moeder als bij de erkenning niet voor de naam van de vader wordt gekozen.

Andere wetsvoorstellen betreffende de naam van het kind

Staat het maatschappelijk debat over de naam van het kind nog in de kinderschoenen, op parlementair vlak werden wél reeds pogingen ondernomen om het strakke, patriarchale naamrecht te doorbreken.

Certaines propositions de loi optent pour l'attribution, à l'enfant, du seul nom de famille de la mère (voir, dans ce sens, L. Croes, doc. Chambre, n° 168/1, 95/96; L. Van den Bossche, doc. Chambre, n° 951/1, 83/84). Selon les arguments avancés à l'appui de celles-ci, le choix du nom de la mère est le plus conforme à la réalité biologique (*cf.* l'adage *mater semper certa est*) et tient le mieux compte du lien spécifique qui existe presque toujours entre la mère et l'enfant.

D'autres plaident pour le libre choix des parents (choix entre le nom de famille de la mère, le nom de famille du père ou les noms de famille des deux parents), complété par un régime légal et la possibilité de porter l'affaire devant le tribunal de la jeunesse en cas de désaccord (voir à ce sujet C. Drion et F. Talhaoui, doc. Chambre, n° 50-0283/001, 24 novembre 1999; avis n° 14, du 21 mars 1997, du Conseil de l'égalité des chances entre hommes et femmes relatif au nom de l'enfant, E. Klein, doc. Chambre, n° 566/1, 82/83).

Il y a aussi les partisans d'un régime dans lequel l'enfant qui a atteint l'âge de 18 ans, aurait le droit de choisir entre le nom de son père et celui de sa mère (voir à ce sujet L. De Pauw-Deveen, doc. Sénat, n° 671/1 — 1987-1988).

Enfin, certaines propositions de loi optent pour l'attribution, à l'enfant, d'un nom de famille à deux composantes, la première étant le nom de son père, la seconde celui de sa mère — solution qui permet d'exprimer le lien qui unit l'enfant à chacun de ses parents (voir à ce sujet B. Anciaux, doc. Sénat, n° 112/1 — SE 1995; doc. Sénat, n° 1-719/1 — 1996-1997 et V. Van Quickenborne, doc. Sénat n° 2-196/1 — 1999-2000).

Outre les options formulées dans les propositions de loi, il y a l'idée, défendue par plus d'un auteur, d'attribuer aux filles le nom de leur mère suivi de celui de leur père et aux garçons le nom de leur père suivi de celui de leur mère. L'on appelle ce système le «système Despotopoulos». Il constitue en quelque sorte une variante du régime d'attribution d'un nom de famille à deux composantes. Il présente l'avantage de transmettre d'une génération à l'autre à la fois le nom du père et le nom patronymique de la mère (voir à ce sujet le professeur Katlijn Malfliet (KUL) et Paul Bienbon).

Portée de la présente proposition de loi

Nous estimons qu'en attribuant le nom d'un seul de ses parents à un enfant, l'on inflige toujours une discrimination à l'autre. L'on agit aussi, de la sorte, à l'encontre de l'obligation d'assurer l'égalité et l'équivalence entre les hommes et les femmes en ce qui concerne le régime juridique du nom.

Sommige wetsvoorstellen opteren voor het uitsluitend toekennen van de naam van de moeder als familienaam van het kind (zie in deze zin L. Croes, Stuk Kamer, nr. 168/1, 95/96; L. Van den Bossche, Stuk Kamer, nr. 951/1, 83/84). Zij argumenteren dat dit het best aansluit bij de biologische werkelijkheid (*cf.* het adagium *mater semper certa est*) en bij de eigensoortige band die vrijwel altijd tussen de moeder en het kind bestaat.

Andere bepleiten de keuzevrijheid van de ouders (keuze tussen de familienaam van de moeder, de familienaam van de vader of de familienamen van beide ouders), met een aanvullende wettelijke regeling en de mogelijkheid om bij onenigheid naar de jeugdrechtbank te stappen (zie in deze zin C. Drion en F. Talhaoui, Stuk Kamer, nr. 50-0283/001, 24 november 1999; advies nr. 14 van de Raad van de gelijke kansen voor mannen en vrouwen van 21 maart 1997 betreffende de naam van het kind, E. Klein, Stuk Kamer, nr. 566/1, 82/83).

Er zijn ook voorstanders van een stelsel waarbij het kind zelf op zijn achttiende het recht heeft te kiezen tussen de familienaam van zijn vader of die van zijn moeder (zie in deze zin L. De Pauw-Deveen, Stuk Senaat, nr. 671/1 — 1987-1988).

Ten slotte opteren een aantal wetsvoorstellen voor de dubbele familienaam van het kind — samengesteld uit de namen van de vader en de moeder —, omdat op die manier de verbondenheid van het kind met de beide ouders wordt uitgedrukt (zie in deze zin B. Anciaux, Stuk Senaat, nr. 112/1 — BZ 1995; Stuk Senaat, nr. 1-719/1 — 1996/1997, en V. Van Quickenborne, Stuk Senaat, nr. 2-196/1 — 1999/2000).

Geen wetsvoorstel, maar wel een idee dat wordt verdedigd door menig auteur, is een variant op het dubbele naamstelsel (gekend als het «systeem Despotopoulos»), dat aan meisjes eerst de naam van de moeder geeft, gevolgd door die van de vader, en aan jongens eerst de naam van de vader, gevolgd door die van de moeder. Dit zou het voordeel hebben dat zowel de familienaam van de vader als die van de moeder kan worden doorgegeven van de ene generatie op de andere (zie in deze zin professor Katlijn Malfliet (KUL) en Paul Bienbon).

Draagwijdte van dit wetsvoorstel

Wij zijn van mening dat het uitsluitend toekennen van de naam van één van de ouders aan het kind steeds een discriminatie inhoudt van de andere ouder en in strijd is met de vereiste van gelijkheid en gelijkwaardigheid van mannen en vrouwen in het naamrecht.

Les auteurs de la présente proposition estiment qu'un enfant a le droit, en principe, de porter le nom de ses deux parents, étant donné qu'il fait partie de la famille de chacun de ceux-ci.

La présente proposition de loi vise donc à ce que l'on attribue à l'enfant un nom de famille à deux composantes, la première étant le nom de son père et la seconde, le nom de sa mère. C'est le meilleur moyen d'exprimer le lien de filiation entre un enfant et l'un et l'autre de ses parents.

Le système de l'attribution d'un nom de famille à deux composantes soulève toutefois le problème de l'ordre de leur apparition. La présente proposition de loi permet aux parents de déterminer eux-mêmes cet ordre. Nous sommes convaincus que les parents ont suffisamment le sens des responsabilités pour pouvoir le faire après s'être concertés en tant que partenaires égaux.

Pour assurer l'unicité du nom au sein de la famille, les auteurs ont prévu que le choix de l'ordre des noms doit valoir pour tous les enfants nés des mêmes parents. L'ordre des noms retenu pour le premier enfant vaudra également pour les enfants qui suivront.

Les auteurs n'ont donc pas opté pour le «système Despotopoulos» selon lequel le nom de la mère vient à la première place pour les filles et le nom du père pour les garçons, parce que l'on a constaté que les enfants n'aiment pas porter un autre nom que leurs frères et sœurs. Ils attachent beaucoup d'importance à l'unicité du nom au sein de la famille.

La règle veut que, lorsque les parents n'expriment aucun choix, le nom du père précède celui de la mère.

Les auteurs de la présente proposition tiennent à souligner que cette option n'est pas inspirée par des considérations d'ordre patriarcal et qu'elle ne signifie pas, à leurs yeux, que le lien entre le père et l'enfant a plus de valeur. Au contraire, ils veulent souligner que le père de l'enfant a une grande responsabilité et une mission éducative à remplir vis-à-vis de celui-ci. Comme l'indique l'adage «*mater semper certa est*», le lien entre la mère et l'enfant est toujours sûr: il existe «par nature», du fait même que l'enfant a été porté et mis au monde par sa mère. Un tel lien spécifique n'existe pas entre le père et son enfant. C'est pourquoi la présente proposition de loi vise à ce que l'on exprime, dans le nom de famille de l'enfant, le lien qui l'unit à son père, en mentionnant d'abord le nom de son père.

La proposition de loi permet toutefois à l'enfant majeur de modifier l'ordre des noms par le biais d'une déclaration devant l'officier de l'état civil.

L'enfant pourrait souhaiter une modification de l'ordre des noms, par exemple, parce qu'il entretient,

Ons inziens heeft een kind principieel recht op de namen van zijn beide ouders, zoals het ook behoort tot de familie van zijn beide ouders.

Daarom pleit dit wetsvoorstel voor de dubbele familienaam van het kind: ieder kind draagt zowel de naam van de vader als die van de moeder. Op deze manier kan de afstamming van een kind tegenover beide ouders het beste tot uitdrukking gebracht worden.

Bij het systeem van een dubbele familienaam rijst echter de vraag van de volgorde van de namen van beide ouders. Krachtens ons wetsvoorstel mogen de ouders zelf de volgorde van de namen bepalen. Wij zijn er van overtuigd dat ouders over voldoende verantwoordelijkheidszin beschikken om hierover in gezamenlijk overleg, als gelijkwaardige partners, een beslissing te nemen.

Teneinde de eenheid van de naam binnen het gezin te behouden, geldt de keuze van de volgorde van de namen voor alle kinderen van dezelfde ouders. De volgorde van de namen, zoals beslist voor het eerste kind, geldt eveneens voor de volgende kinderen.

Wij hebben dus niet gekozen voor het «systeem Despotopoulos» waarbij dochters eerst de naam van de moeder krijgen en zonen eerst de naam van de vader. Het is immers gebleken dat kinderen het niet leuk vinden om anders te heten dan hun broers en zusjes. De eenheid van de familienaam binnen het gezin wordt door hen belangrijk gevonden.

Indien de ouders geen keuze maken, geldt de regel dat de naam van de vader voorop komt, gevolgd door de naam van de moeder.

We willen er op wijzen dat deze optie niet is ingegeven door patriarchale overwegingen of zou betekenen dat de band tussen vader en kind van grotere waarde is. Integendeel, de achterliggende bedoeling is precies de verantwoordelijkheid en de opvoedingstaken van de man als vader van het kind te beklemtonen. Zoals verwoord in het adagium «*mater semper certa est*», staat de band tussen moeder en kind altijd vast: zij bestaat «van nature», door het feit dat het kind door de moeder wordt gedragen en ter wereld gebracht. Deze eigensoortige band is er niet tussen vader en kind. Dat vormt dan ook de aanleiding om in de naam van het kind de band met de vader tot uitdrukking te doen komen, door zijn naam voorop te zetten.

Het wetsvoorstel geeft evenwel de mogelijkheid aan het kind om, eens meerderjarig, de volgorde van de namen te wijzigen door een verklaring voor de ambtenaar van de burgerlijke stand.

Een motief hiervoor kan zijn dat de band met de ene ouder of met diens familie veel sterker is dan met

avec un de ses parents ou avec la famille de celui-ci, des liens beaucoup plus forts qu'avec son autre parent et la famille de celui-ci. Il faut éviter que, dans le cadre de l'application d'un régime de double attribution, le nombre des noms constituant le nom de famille double à chaque génération. C'est pourquoi la proposition de loi prévoit que, lorsque l'un des parents porte un nom de famille à deux composantes, seule la première peut être transmise à l'enfant. Le deuxième nom disparaît donc lors du passage à une nouvelle génération. Le parent qui souhaite éviter la disparition du deuxième nom et qui veut, pour une raison ou une autre, le transmettre en tout cas à ses enfants, peut modifier l'ordre des noms qui lui ont été attribués.

Selon les opposants au régime du nom de famille à deux composantes, celui-ci serait discriminatoire vis-à-vis des enfants dont la filiation n'est établie que par rapport à un seul de leurs parents et qui ne peuvent, par conséquent, porter qu'un seul nom.

La présente proposition tient compte de ce problème et prévoit que l'enfant dont la filiation n'est établie que par rapport à un seul de ses parents, se verra attribuer le nom de famille complet de celui-ci. Il portera donc les deux noms de ce parent (c'est-à-dire à la fois le nom du père et le nom de la mère de celui-ci), étant entendu que l'ordre des noms doit être déterminé par le parent en question. Si, par la suite, la filiation avec l'autre parent est également établie, les parents peuvent, s'ils le souhaitent, déclarer que l'enfant portera leurs deux noms.

Enfin, les auteurs de la proposition de loi souhaitent supprimer la discrimination inscrite dans les articles 335, § 1^{er}, *in fine*, et 335, § 3, du Code civil, qui frappe les enfants adultérins du père. Conformément à l'article 335, § 1^{er}, du Code civil, le père d'un enfant adultérin ne peut pas transmettre son nom à celui-ci lorsque les deux filiations de l'enfant sont établies en même temps. L'article 335, § 3, du Code civil, dispose que si la filiation paternelle est établie après la filiation maternelle, l'enfant adultérin du père ne pourra porter le nom de celui-ci qu'avec l'accord de son conjoint. Dans un arrêt du 19 mai 1993 (*Moniteur belge*, 9 juin 1993), la Cour d'arbitrage a estimé que cette dernière disposition violait le principe de l'égalité et le principe de non-discrimination définis aux articles 10 et 11 de la Constitution. La Cour a estimé, à juste titre, que la modification du nom résultait simplement de la filiation et qu'il y a lieu d'apprécier les conséquences de la filiation en fonction du droit fondamental de l'enfant à la prise en compte de sa vie de famille.

La présente proposition de loi supprime toutes les discriminations qui frappent les enfants conçus par un père adultère.

de andere ouder. Maar er kunnen ook andere redenen spelen. In een stelsel van de dubbele familienaam moet vermeden worden dat bij iedere volgende generatie een verdubbeling van het aantal namen in de familienaam plaatsvindt. Daarom bepaalt dit wetsvoorstel dat ingeval een ouder zelf reeds een dubbele familienaam draagt slechts de eerste naam van de dubbele familienaam aan het kind kan worden overgedragen. De tweede naam verdwijnt aldus in de volgende generatie. Een ouder die dit wil voorkomen en, om wat voor reden dan ook, zijn tweede naam wil doorgeven aan zijn kinderen, heeft krachtens dit wetsvoorstel de mogelijkheid om de volgorde van de namen die hem werden toegekend te wijzigen.

Tegenstanders van een dubbele familienaam menen dat dit systeem een discriminatie inhoudt ten aanzien van kinderen van wie de afstamming slechts ten aanzien van één ouder vaststaat en die dus slechts één naam kunnen dragen.

Ons voorstel heeft hiermee rekening gehouden: het kind van wie de afstamming slechts ten aanzien van één ouder vaststaat krijgt de naam van die ouder in zijn volledigheid. Dit betekent dat het kind de beide familienamen van die ouder (dus zowel de naam van diens vader als van diens moeder) krijgt, in een door de ouder te bepalen volgorde. Wanneer ook de andere afstamming komt vast te staan, kunnen de ouders, zo zij dit wensen, verklaren dat het kind hun beider namen zal dragen.

Ten slotte wil dit wetsvoorstel ook een einde maken aan de discriminatie van de door de vader in overspel verwekte kinderen, die ligt vervat in de artikelen 335, § 1, *in fine*, en 335, § 3, Burgerlijk Wetboek. Krachtens artikel 335, § 1, Burgerlijk Wetboek, is het de vader van een door hem in overspel verwekt kind onmogelijk om op dit kind zijn naam over te dragen wanneer beide afstammingen tegelijkertijd vaststaan. Artikel 335, § 3, Burgerlijk Wetboek, bepaalt dat ingeval de vaderlijke afstamming komt vast te staan na de afstamming van moederszijde, een door de vader in overspel verwekt kind slechts de naam van de vader kan krijgen mits de instemming van diens echtgenote. In een arrest van 19 mei 1993 (*Belgisch Staatsblad*, 9 juni 1993) was het Arbitragehof van oordeel dat deze laatste bepaling een schending inhoudt van het gelijkheidsbeginsel en het antidiscriminatiebeginsel van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. Het Hof stelde terecht dat de naamswijziging enkel een gevolg is van de afstamming en dat de gevolgen van de afstamming moeten worden beschouwd in het licht van het fundamentele recht van het kind op de inachtneming van zijn gezinsleven.

Dit wetsvoorstel heft iedere discriminatie op ten aanzien van door de vader in overspel verwekte kinderen.

COMMENTAIRES DES ARTICLES

Article 2

Le paragraphe 1^{er} de cet article énonce la règle générale selon laquelle l'enfant dont la filiation paternelle et la filiation maternelle sont établies en même temps, porte les noms de ses deux parents, étant entendu que ceux-ci déterminent l'ordre de ces noms.

Lorsque les parents n'expriment aucun choix, le nom de famille de l'enfant est constitué du nom de son père suivi du nom de sa mère. Les parents qui portent eux-mêmes un nom de famille à deux composantes ne transmettent que la première composante à leurs enfants.

Le paragraphe 2 concerne le nom de famille des enfants dont la filiation est établie par rapport à un seul de leurs parents: ces enfants portent le nom de famille complet de ce parent.

Le paragraphe 3 concerne le nom de famille de l'enfant dont les filiations ne sont pas établies en même temps. En principe, le nom de l'enfant ne change pas, sauf si les parents font une déclaration par laquelle ils décident que l'enfant portera leurs deux noms.

Le paragraphe 4 concerne l'unicité du nom au sein d'une même famille.

Le paragraphe 5 permet à l'enfant majeur de modifier l'ordre des noms qui lui ont été attribués.

*
* *

PROPOSITION DE LOIArticle 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

L'article 335 du Code civil, remplacé par la loi du 31 mars 1987, est remplacé par les dispositions suivantes:

« Art. 335. § 1^{er}. L'enfant dont la filiation paternelle et la filiation maternelle sont établies en même temps porte les deux noms de ses parents. Les parents déterminent eux-mêmes l'ordre dans lequel ces noms appa-

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 2

In paragraaf 1 van dit artikel wordt als algemene regel gesteld dat een kind, van wie de afstamming langs vaderszijde en langs moederszijde tegelijkertijd vaststaat, de namen van de beide ouders draagt, in een volgorde door hen te bepalen.

Wanneer zij geen keuze maken, draagt het kind eerst de naam van de vader, gevolgd door de naam van de moeder. Ouders die zelf drager zijn van een dubbele familienaam, dragen slechts hun eerste naam over.

In paragraaf 2 wordt de naam van het kind geregeld ingeval slechts de afstamming ten aanzien van één ouder vaststaat: in dat geval draagt het kind de naam van die ouder in zijn volledigheid.

Paragraaf 3 regelt de naam van het kind ingeval de ene afstamming na de andere komt vast te staan. In principe wordt de naam van het kind niet gewijzigd, behoudens de verklaring van de ouders dat het kind hun beider namen zal dragen.

Paragraaf 4 heeft betrekking op de eenheid van naam binnen een zelfde gezin.

Paragraaf 5 geeft het kind de mogelijkheid om, vanaf zijn meerderjarigheid, de volgorde van de hem toegekende namen te wijzigen.

Sabine de BETHUNE.

*
* *

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 335 van het Burgerlijk Wetboek, vervangen bij de wet van 31 maart 1987, wordt vervangen als volgt:

« Art. 335. § 1^{er}. Het kind wiens afstamming van vaderszijde en van moederszijde tegelijkertijd komt vast te staan, draagt beide namen van zijn ouders. De ouders kiezen zelf de volgorde van de namen. Indien

raissent. Si les parents s'abstiennent de faire un choix, l'enfant porte, comme premier nom, le nom de son père et, comme deuxième nom, le nom de sa mère. Lorsqu'un parent porte lui-même un double nom, seul le premier de ses deux noms est transmis à l'enfant.

§ 2. L'enfant dont seule la filiation maternelle est établie porte le nom complet de sa mère. L'enfant dont seule la filiation paternelle est établie porte le nom complet de son père.

§ 3. Si l'une des deux filiations est établie après l'autre, aucune modification n'est apportée au nom de l'enfant. Toutefois, les père et mère peuvent déclarer, dans un acte dressé par l'officier de l'état civil, que l'enfant portera les deux noms de ses parents et que ces deux noms apparaîtront dans l'ordre qu'ils auront choisi. Si les parents n'ont exprimé aucun choix, l'enfant portera comme premier nom, le nom de son père et, comme deuxième nom, le nom de sa mère. Si l'un de ses parents porte lui-même un double nom, seul le premier est transmis à l'enfant.

La déclaration doit être faite dans l'année à compter du jour où les déclarants ont eu connaissance de l'établissement de la deuxième filiation et avant la majorité ou l'émancipation de l'enfant.

Mention de la déclaration est faite en marge de l'acte de naissance et des autres actes concernant l'enfant.

§ 4. Les noms que porte le premier enfant doivent être donnés dans le même ordre aux enfants qui naîtront par la suite des mêmes parents.

§ 5. L'enfant peut demander, à sa majorité, dans un acte dressé par l'officier de l'état civil de son lieu de résidence, que l'ordre des noms qui lui ont été attribués soit modifié.

Mention de cette déclaration est faite en marge de l'acte de naissance et des autres actes concernant l'enfant.»

21 juillet 2003.

de ouders hieromtrent geen keuze maken, draagt het kind als eerste naam de naam van de vader en als tweede naam de naam van de moeder. Ingeval een ouder zelf een dubbele familienaam draagt, wordt slechts de eerste van deze namen overgedragen op het kind.

§ 2. Het kind wiens afstamming alleen van moederszijde vaststaat, draagt de naam van zijn moeder in zijn volledigheid. Het kind wiens afstamming alleen van vaderszijde vaststaat, draagt de naam van zijn vader in zijn volledigheid.

§ 3. Indien één van de afstammingen na de andere komt vast te staan, blijft de naam van het kind onveranderd. Evenwel kunnen de ouders, in een door de ambtenaar van de burgerlijke stand opgemaakte akte, verklaren dat het kind beide namen van zijn ouders zal dragen, in de volgorde door henzelf te bepalen. Indien de ouders hieromtrent geen keuze maken, draagt het kind als eerste naam de naam van de vader en als tweede naam de naam van de moeder. Ingeval een ouder zelf een dubbele familienaam draagt, wordt slechts de eerste van deze namen overgedragen op het kind.

De verklaring moet worden gedaan binnen een jaar te rekenen van de dag waarop de personen die de verklaring doen de tweede vaststelling van afstamming hebben vernomen en vóór de meerderjarigheid of de ontvoogding van het kind.

Van de verklaring wordt melding gemaakt op de kant van de akte van geboorte en van de andere akten betreffende het kind.

§ 4. De namen van het eerste kind moeten in dezelfde volgorde gegeven worden aan de kinderen die nadien uit dezelfde ouders worden geboren.

§ 5. Bij het bereiken van de meerderjarigheid, kan het kind in een verklaring voor de ambtenaar van de burgerlijke stand van zijn woonplaats vragen dat de volgorde van de hem toegekende namen wordt gewijzigd.

Van de verklaring wordt melding gemaakt op de kant van de akte van geboorte en van de andere akten betreffende het kind.»

21 juli 2003.

Sabine de BETHUNE.